
FAITS DIVERS

Taïlande: Les tentatives de réunions se poursuivent

Les agents de l'ambassade du Canada à Bangkok en Thaïlande signalent qu'ils ont de la difficulté à obtenir la permission d'interviewer des réfugiés dans tous les camps kampuchéens de ce pays. Ils notent cependant certaines améliorations depuis décembre, alors qu'on craignait un moratoire absolu sur l'étude des cas. Malgré certaines restrictions et les difficultés causées par les nombreuses allées et venues entre les camps, les agents de l'ambassade espèrent pouvoir régler tous les cas de réunion des familles.

Entente de parrainage

Le *Canadian Polish Congress* et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, viennent de signer une entente concernant le parrainage de réfugiés. Grâce à cette entente, il sera maintenant plus facile pour les filiales ou les organisations membres du Congrès au Canada de parrainer des réfugiés au sens de la Convention des Nations Unies et les personnes qui se sont exilées des pays de l'Europe de l'Est, puisque le temps nécessaire à l'étude des demandes a été réduit et les formalités simplifiées au niveau local. Selon le plan établi pour 1981, 4000 réfugiés de l'Europe de l'Est viendront s'établir au Canada. En 1980, il y en a eu 3700.

Longue-Pointe ferme ses portes

En août 1979, des centres d'accueil ont été aménagés à Longue-Pointe à Montréal et à Griesbach à Edmonton à l'intention des réfugiés indochinois.

Avec la diminution du nombre de réfugiés indochinois, le besoin d'offrir des services complets dans les centres d'accueil s'est amoindri. Ainsi, en août 1980, les pratiques au centre de Griesbach ont été progressivement éliminées et, comme le dernier des neuf vols nolisés prévus pour le programme de 1981 est arrivé le 25 mars 1981, le centre de Longue-Pointe a aussi fermé ses portes à la fin de mars. Depuis le début d'avril, tous les Indochinois arrivent au Canada par petits groupes d'une cinquantaine de personnes à bord de vols commerciaux réguliers à destination de l'aéroport international de Vancouver ou de Mirabel, près de Montréal.

Pour le reste de 1981, les services d'accueil seront offerts à ces points d'entrée. La plupart des réfugiés n'y passeront qu'une nuit dans des chambres d'hôtel retenues à cet effet par le gouvernement. Les formalités de l'agriculture et de la douane seront effectuées à ces endroits, les réfugiés y subiront un dernier examen médical, recevront des vêtements et rempliront leur demande de numéro d'assurance sociale. Tous les réfugiés seront munis de tous les documents voulus et connaîtront leur destination finale. Autant que possible, on les aidera à s'y rendre le lendemain de leur arrivée au point d'entrée.

LES MÉDIAS À L'AFFÛT

LES RÉFUGIÉS DE LA MER: "CAUCHEMAR" ou "ADAPTATION"

par Gerald Utting,
Toronto Star

Le rôle que les médias ont joué pour sensibiliser le public canadien au sort des réfugiés de la mer a fait ressortir de façon frappante l'influence que les médias peuvent exercer sur la réaction du public. REFUGE a donc demandé à des journalistes qui ont fait des reportages sur les réfugiés indochinois comment ils percevaient leur rôle dans ce cas particulier.

En mars dernier, un groupe d'étude a publié un rapport sur le sort des 12 000 réfugiés de la mer installés à Toronto.

Selon l'article paru dans le *Toronto Star*, pour lequel je travaille incidemment, les réfugiés de la mer sont dans un état pitoyable, désespérément accablés par la vie trépidante de Toronto. Ils vivent entassés dans les logis, sont mal rémunérés et subissent un choc culturel, en plus d'avoir de la difficulté à surmonter les tensions provoquées par les "horreurs qu'ils ont connues sur la mer et dans les camps de réfugiés en Asie". Je n'ai pas lu le rapport, mais quel qu'en fut la teneur, la presse a titré: "Un beau rêve devenu cauchemar", et c'est ce que je trouve ridicule.

En effet, compte tenu des épreuves que les réfugiés de la mer et d'autres réfugiés ont subies à cause de la tyrannie, des meurtres et de la famine en Asie du Sud-Est, il est franchement risible d'affirmer que ces hommes, leurs courageuses épouses et leurs beaux enfants vivent un cauchemar à Toronto.

J'ai parlé à des centaines de réfugiés de la mer dans leurs camps fétides. J'ai vu sur une plage de la Malaisie des soldats armés de fusils automatiques, de matraques et de boucliers forcer des misérables en pyjamas noirs à former un groupe qui faisait vraiment pitié. En fait, j'ai aidé des gens à tirer des moribonds d'une frêle embarcation au large de la côte vietnamienne.

Je n'ai jamais entendu aucun de ces réfugiés se plaindre de ces conditions qui tenaient véritablement du cauchemar. Certes, ils voulaient fuir ces affreux camps de réfugiés dans les îles. Certes, ils étaient terrifiés d'être entourés d'hommes armés dans un pays étranger où ils espéraient trouver refuge. Certes, la soif et la faim sur leurs bateaux de fortune les avaient à ce point affaiblis qu'ils ne pouvaient rien faire d'autre que gémir. Mais ils étaient si heureux d'avoir fui leur pays où les conditions étaient telles qu'ils étaient prêts à risquer la mort pour y échapper.

Ce sont des gens courageux et débrouillards. Ce qu'ils vivent maintenant à Toronto et ailleurs au Canada, ce n'est pas un cauchemar, mais simplement les difficultés que suppose inévitablement l'adaptation à la vie dans un pays étranger. Il est évident qu'ils ont besoin d'aide sur les plans financier, éducatif, médical et même psychologique. Rien d'étonnant pour des gens si éprouvés. Ils ont besoin surtout de compréhension et d'amitié, tout comme les autres Canadiens dans leur vie

quotidienne.

Les médias canadiens trouveront peut-être un peu plus difficile de faire passer ce message que de faire des reportages sur les événements manifestement plus dramatiques et émouvants entourant l'envolée des réfugiés de la mer au-dessus de la Mer de Chine méridionale. D'une certaine façon, les médias s'emploient davantage à faire état des drames et des bouleversements que de l'adaptation à notre société d'un nombre imposant de réfugiés du Sud-Est asiatique. Assurément, cette histoire de "cauchemar" traduit un manque flagrant de subtilité chez les médias canadiens.

Mais cela montre aussi que les médias ont une conscience et qu'ils croient que le grand public en a une également. Les réfugiés de la mer ne vivent pas de cauchemar au Canada, mais l'utilisation même de ce terme dénote que bien des gens s'inquiètent encore du sort des réfugiés que nous avons accueillis. Cela reflète aussi le sentiment de grande frustration qu'éprouvent ceux qui essaient de leur venir en aide.

Ce qui importe plus encore, je crois, c'est que nous ne devons pas perdre de vue les vraies priorités. Le Canada a réussi à sauver des dizaines de milliers de personnes des dangers de la mer et des rigueurs des camps de réfugiés et à les transporter dans notre fortuné pays. Nous ne devons pas oublier que c'est pour trouver la liberté que ces réfugiés du Sud-Est asiatique ont fui l'oppression. Ils sont en outre convaincus que nous sommes des ardents défenseurs de la liberté.

Au fil des ans, j'ai beaucoup appris sur la liberté en parcourant le monde. On ne saurait jouir de la liberté et

la refuser à d'autres. L'essence même de la liberté, c'est qu'il faut la partager avec ceux qui la recherchent. Pour les réfugiés de la mer, le vrai cauchemar aurait été de constater que les Canadiens croient que la liberté n'appartient qu'à quelques privilégiés. Mais je sais qu'ils n'ont pas fait une telle constatation. Je sais aussi, parce que j'ai des amis vietnamiens au Canada, qu'ils chérissent beaucoup notre liberté et que, s'ils éprouvent de l'angoisse, c'est que des êtres qui leur sont chers ne sont pas encore libres.

Telle est pour les Canadiens la véritable leçon à retirer de l'expérience des réfugiés de la mer. Grâce à eux, nous avons pu élargir notre notion de la liberté. Il n'y a pas si longtemps, nous avons emprisonné les Japonais du Canada. Aujourd'hui, une telle action serait impensable dans notre pays. En me promenant sur la rue Yonge, je croise de frêles adolescents vietnamiens emmitoufflés pour se protéger du froid. Ils ont des problèmes, bien sûr, concernant la langue, le travail et les soins dentaires, et nous, Canadiens adultes, devrions les aider à les résoudre. Mais je sais qu'ils ne craignent pas de perdre leur liberté. C'est ce que nous avons de plus précieux, et nous avons pu la partager avec eux.

ECHANGE DE RESSOURCES

Service social international

Une réfugiée vietnamienne adolescente s'est retrouvée au Canada séparée du reste de sa famille qui est allée s'établir en Australie. Des membres de la famille en Australie ont sollicité l'aide du Service social international (SSI) pour que leur soeur qui se sentait terriblement seule puisse venir les rejoindre. A la demande du SSI, les autorités du Bien-être du Manitoba ont étudié le cas et recommandé à l'Australie d'envisager la possibilité d'autoriser la venue de la jeune fille.

De nombreux réfugiés établis au Canada éprouvent peut-être des difficultés d'ordre personnel ou familial, dont la solution exige l'action concertée de deux pays ou plus. Le SSI est un organisme apolitique non sectaire qui s'emploie à résoudre ce genre de problèmes en travaillant en collaboration avec des ministères gouvernementaux et des organismes bénévoles des quatre coins du monde.

SSI Canada est financé en grande partie par une subvention de Santé et Bien-être social Canada.

Service social international
55, avenue Parkdale
C.P. 3505, Succursale postale C
Ottawa (Ontario) K1Y 4G1

Sources de financement

Le "Répertoire des programmes d'aide offerts aux collectivités ethnoculturelles du Canada", publié par la Direction du multiculturalisme du Secrétariat d'État, donne la liste des programmes des fondations, des sociétés, des municipalités, des autorités fédérales et provinciales, des organismes culturels fédéraux et des groupes syndicaux pouvant offrir une aide financière. Le Répertoire précise:

- les montants disponibles
- le genre de projets subventionnés
- les critères d'admissibilité
- les personnes à contacter

Direction du multiculturalisme
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario) K1A 0M5

RENCONTRE COMITÉ PERMANENT DES ORGANISMES CANADIENS AU SERVICE DES RÉFUGIÉS

5, 6 et 7 juin 1981
Université McMaster
Hamilton, Ontario

Responsable: Judy Gowland
(416) 525-4781